

Ce sur quoi tout le monde était d'accord avant 1936, poursuit M. Theobald, c'est que le gouvernement ne devait jamais créer d'argent. Cette opposition à la création d'argent était fondée sur la croyance que la demande de biens devait toujours être égale à l'offre, aussi longtemps que le gouvernement n'intervenait pas dans l'économie. Keynes détruisit cette croyance quand il démontra qu'il n'y avait aucune certitude que la demande égalait toujours l'offre dans les pays riches . . .

Il y a plusieurs méthodes, poursuit-il, de combler la différence entre l'offre et la demande. Il serait possible de diminuer le niveau de l'offre sans grandement affecter la demande en diminuant les heures de travail pour un même salaire. Il serait possible d'augmenter la demande en disant au peuple que plus de biens sont nécessaires pour mener une vie décente et jouir d'un meilleur niveau de vie . . .

Le gouvernement pourrait simplement combler la différence entre la production actuelle et potentielle en construisant de nouvelles écoles en démolissant les taudis et en contrôlant la pollution. Parce qu'il se trouverait des ressources inutilisées dans l'économie, le gouvernement n'aurait pas besoin de prélever son argent par des taxes ou des emprunts, l'argent pourrait être simplement créé. Les fonds additionnels ne causeraient aucune inflation, parce que—par définition—il n'y a pas rareté de produits.

M. Theobald est d'avis qu'il est possible de démocratiser l'argent et de se servir de crédit nouveaux sans intérêt pour le développement économique et social du pays.

Je veux par ailleurs, exposer le point de vue d'un ingénieur britannique éminent, dont les idées soulèvent un vif intérêt en Grande-Bretagne.

Le Volume 183, partie I, n° 5 des procès-verbaux, pour l'année 1968-1969, des délibérations de la Société des ingénieurs en mécanique de la Grande-Bretagne nous rapporte le texte intégral d'une conférence prononcée devant les membres de cet organisme par M. Anthony Vickers, sous le titre La Société d'ingénieurs.

• (1540)

Dans cette étude, M. Vickers, qui a été chaleureusement applaudi, et dont les commentaires firent l'objet de discussions par les membres de l'Institut, traite tout d'abord du développement technologique, des espoirs qu'il fait naître au point de vue du développement économique. Puis il s'arrête, dans la deuxième partie de son exposé, sur les moyens de financer le développement social. Il conclut ainsi son exposé, et je cite:

Une première exigence de l'éducation à faire est de rendre chacun capable de comprendre les faits simples et les fonctions de l'argent (métal, papier et crédit bancaire) sous ses diverses formes. Ceci ne signifie pas des études interminables sur les politiques économiques et monétaires. Cela signifie que chacun devrait pouvoir comprendre que:

1) La monnaie est un moyen d'échange ou une méthode de paiement et, en lui-même, il est sans valeur et il ne coûte rien.

2) Le contrôle et la régularisation de la quantité d'argent requis doivent être grandement améliorés pour rencontrer les besoins du progrès technologique et les changements dus à une économie de capitalisation intensive.

Ce n'est pas un créditiste qui dit cela, mais un ingénieur que j'ai mentionné tantôt et qui a étudié le problème.

Dans la dernière partie de son exposé, l'auteur explique comment il serait possible, dans les limites d'une économie connaissant le plein emploi, de doter la Grande-Bretagne d'actifs sociaux actuellement irréalisables à cause de la pénurie d'argent ou de crédit.

Depuis de nombreuses années, selon lui, sept projets de barrages sont à l'étude au Royaume-Uni, en vue d'augmenter les ressources en eau, d'agrandir le patrimoine, d'améliorer la navigation et les installations portuaires et, dans certains cas, de construire des installations électriques et améliorer le système routier.

[M. Dionne.]

Tous ces projets deviendraient des actifs importants pour la société et, de plus, assureraient un grand nombre d'emplois. Ces projets coûteraient des millions de livres sterling, mais très minime serait le coût de la fabrication de ces crédits. N'est-ce pas ici le cas de faire ce que Keynes préconisait si fortement: Rendre financièrement possible ce qui est physiquement réalisable.

En premier lieu, il faudrait procéder à la création d'une Société nationale de placement ou de financement. Il existe déjà toutes sortes de commissions: Commission d'assurance-chômage, Commission des accidents du travail, etc.; alors, pourquoi ne pas créer une commission spéciale pour s'occuper de la réforme monétaire? Et cette société nationale de financement serait établie en vue de fournir les crédits nécessaires permettant la création d'actifs, pour le bénéfice de la société. Ceci permettrait de fournir du travail aussi longtemps que les ressources le permettraient.

Dans une société libre, en temps de paix, la main-d'œuvre en surabondance ne peut être dirigée vers des occupations différentes, mais grâce à l'éducation, à la réadaptation, à une bonne rémunération, à des logements convenables, elle peut certainement être attirée vers d'autres occupations, en se souvenant que le produit national brut peut être augmenté annuellement d'au moins 600 millions de livres sterling.

Jamais auparavant ne fut aussi grande notre capacité de produire, de transporter et de communiquer ensemble, mais cependant, les exhortations du gouvernement à nous serrer la ceinture se traduisent inévitablement par des restrictions qu'imposent les producteurs, de diverses façons. L'histoire nous dira bien que la taxation a été trop onéreuse et compliquée et, bien que l'objet de cette démonstration n'est pas de discuter des problèmes fiscaux et de leurs objectifs fondamentaux, il reste néanmoins que le progrès technologique nécessite une expansion de l'économie, si nous voulons atteindre le plein emploi.

C'est pourquoi nous suggérons que, pour ce qu'on appelle les biens de capital qui ne rapportent pas de profit, une société nationale de financement doit être mise sur pied pour répondre à ces besoins. Ceci nécessiterait un mandat bien précis, afin qu'il n'y ait pas conflit avec les diverses organisations financières qui desservent le secteur privé de l'économie, qui est à base de profit.

La Société nationale de financement, qui constituerait un des plus importants facteurs de la politique gouvernementale, fournirait cependant une partie considérable de l'argent ou des crédits actuellement prélevés par la taxation.

Malgré les taux élevés, le système de taxation est incapable d'utiliser les ressources inactives pour construire, par exemple, un système routier moderne et, de plus, il ajoute énormément aux coûts que doit payer la société en intérêt.

Monsieur l'Orateur, vendredi dernier, l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) déclarait à la Chambre qu'il aimerait bien pouvoir financer la construction d'un pipe-line canadien dans la vallée du Mackenzie, mais qu'il n'était pas «créditiste et qu'il ne savait pas comment imprimer l'argent». Si l'honorable ministre ne sait pas comment naît l'argent et le crédit, qu'il consulte son banquier, qui, s'il est le moins durement futé et honnête—et généralement les banquiers sont des gens très intelligents—lui dira comment le système bancaire crée le crédit de rien. Et si son banquier ne le sait pas, je lui ferai parvenir un exemplaire de la